

# Le déficit budgétaire 2017 ne tombera pas en dessous de 3% du PIB

La Banque de France a relevé ses prévisions de croissance pour l'économie française, mais n'entrevoit toujours pas, en l'état actuel, un déficit public ramené sous 3% du produit intérieur brut cette année comme Paris s'y est engagé.

L'économie française devra croître plus vite que prévu, mais le pays ne serait pas en mesure de tenir son engagement européen en termes de déficit public. C'est ce qui ressort des dernières prévisions de la Banque de France où elle dit tabler sur un taux de croissance en hausse par rapport à sa précédente estimation, mais n'entrevoit toujours pas, en l'état actuel, un déficit public ramené sous 3% du produit intérieur brut cette année comme Paris s'y est engagé, rapporte Reuters.

La Banque centrale de l'Hexagone s'attend, en effet, dans ses prévisions semestrielles publiées en fin de semaine dernière à une croissance d'«au moins 1,4%» en 2017 et une accélération à 1,6% en 2018 comme en 2019, soit respectivement 0,1, 0,2 et 0,1 point de plus que dans ses précédentes projections de décembre. Cette amélioration n'empêchera pas, toutefois, l'économie française de rester à la traîne de la zone euro, pour laquelle la Banque centrale européenne a également revu jeudi ses prévisions de croissance à la hausse (+0,1 point), à 1,9% pour 2017, 1,8% en 2018 et 1,7% en 2019.

Le retard d'un demi-point sur la croissance attendue cette année par rapport à la moyenne de la zone euro «renvoie aux besoins de réformes en France», a déclaré le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, sur Radio classique, citée par Reuters, en insistant



La Banque de France plus optimiste sur la croissance, non sur les déficits.

notamment sur la nécessité de réformer le marché du travail.

La consommation des ménages devrait moins contribuer à la croissance, selon la Banque de France, les gains de pouvoir d'achat liés à la baisse des prix du pétrole s'estompant, mais l'économie hexagonale bénéficierait du regain de croissance mondiale et d'un rebond de ses parts de marché à l'exportation après une année 2016 et un début 2017 difficiles pour le commerce extérieur.

La Banque de France souligne que ces projections «doivent se comprendre comme reflétant la dynamique sous-jacente actuelle», avant tout impact des choix de politique économique du nouveau gouvernement et des réformes qu'il compte mettre en œuvre.

En ce qui concerne le déficit public, la

Banque centrale française indique que c'est sur la base des informations connues à ce stade qu'elle projette un déficit à 3,1% du PIB cette année après 3,4% en 2016, alors que la France s'est engagée à le ramener sous 3% en 2017.

Ce qui reste encore loin de la prévision d'un solde public 2017 à -2,8% du PIB visé par l'ancien gouvernement. Cet écart provient à parts égales «d'une croissance nominale du PIB plus faible et d'une progression plus dynamique des dépenses», explique-t-elle.

Toutefois, la Banque de France précise bien qu'elle ne prend pas en compte les mesures d'économies figurant dans le programme d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle, qu'elle juge «indispensables pour revenir sous les 3%». ■

Lahcen Oudoud avec agences

Le déficit public français s'établirait à 3,1% du PIB cette année après 3,4% en 2016, alors que la France s'est engagée à le ramener sous 3% en 2017.